

L'IMPACT SOCIAL DU DEVELOPEMENT DES INFOROUTES DANS LES RAPPORTS NORD/SUD

Moussa SARR

Publié dans *Aspects sociologiques*, vol. 7, no 1, juillet 2000, pp. 6-12

Ce texte a été proposé comme cadre de réflexion au séminaire des étudiants gradués du département de sociologie. Sa structure permet de comprendre qu'il a été écrit pour permettre de soulever quelques éléments de réflexions sur la problématique qu'il amène. Nous le laissons en l'état pour partager le contenu et la typologie de la réflexion avec les lecteurs. Le débat qu'il suscitera se fera sur le site internet du CIPRES (www.soc.ulaval.ca/cipres) puisque nous l'inscrivons dans la méthode de partage des connaissances dites « débat interactif en ligne » si possible. C'est ce qui explique que les références n'y sont pas faites de manière traditionnelle mais au contraire respectent le nouvel esprit info-routier qui l'anime.

Introduction

La problématique du développement des nouvelles technologies, surtout l'info-route, et son appropriation par les pays en voie de développement PVD est posée ici selon une perspective précise : il s'agit de la question du changement social qui s'avère être l'une des questions fondamentales de la sociologie. En effet, si nous nous référons à la nomenclature de Jean Pierre Durand et de Philippe Weil nous nous apercevons de l'impor-

tance de la notion dans la réflexion sociologique et, surtout, de son caractère opératoire pour la compréhension des enjeux actuels et futurs de la modernité.

Dans l'introduction à la leçon sur le changement social, ils nous proposent une belle entrée en matière pour l'exercice de lecture de la dynamique sociale que nous tentons de faire dans les prochaines lignes. Ainsi, ils positionnent la question du changement social dans le débat sociologique actuel et surtout dans son rapport avec l'appropriation du pouvoir comme lieu de signification des mouvements sociaux :

« Le changement social est l'un des objets les plus controversés chez les sociologues. C'est pourtant, l'un des objets privilégiés de la sociologie avec le fonctionnement de la société. Plus encore, précisent-ils, c'est à propos du changement social que le sens commun et bien souvent les hommes de pouvoir lui demandent de faire œuvre de prédiction » (Durand et Weil, 1989 : 278)

Le changement social est l'un des objets les plus controversés chez les sociologues. C'est pourtant, l'un des objets privilégiés de la sociologie.

Considérant que mon analyse s'adresse à des hommes et des femmes de pouvoir c'est-à-dire des individus ayant la légitimité de dire la société (je parle évidemment des sociologues et des apprentis sociologues que nous sommes), je pense pouvoir me permettre, avec vous, de faire une œuvre de prédiction analytique. Ce dernier concept renvoyant à l'analyse scientifique des changements sociaux à venir à partir des régularités que nous percevons aujourd'hui.

De quoi s'agit-il plus substantiellement?

Il s'agit des conséquences du développement de l'inforoute dans les rapports nord/sud; de cette inforoute que d'aucuns appellent l'instrument ou le catalyseur de la nouvelle société informationnelle que, d'ailleurs, des analystes comme Michel Cartier voient émerger concrètement aux alentours de 2005.

André Bélanger, dans l'édition électronique du Devoir du lundi 18 octobre 1999, résume la pensée de l'auteur comme suit :

« Michel Cartier a découpé en trois actes (1995, 2000 et 2005) et trois axes (les pôles social, économique et technologique) le processus qui devrait nous faire passer de la société industrielle à la société du savoir. »

Il explique ainsi les deux premiers actes :

« Le premier acte, la période avant 1995, est caractérisé par l'émergence de l'informatique et des réseaux. Débute ensuite, entre 1995 et 2000, une période de changements profonds sur les plans technologique (Internet, conver-

gence de la télévision, du téléphone et de l'ordinateur), économique (fusions, mondialisation, commerce électronique) et sociétal (surcharge informationnelle, spécialisation et fragmentation des publics, fossé entre inforiches et infopauvres). » (www.ledevoir.com)

Le troisième acte fait référence au titre du livre de Cartier, 2005, qu'il considère comme la période d'émergence de la société du savoir ou société informationnelle.

De son côté, Dominique Desbois (<http://ens-cachan.fr/terminal>) dans un article révélateur démontre précisément les mutations sociales en cours sur la planète et leurs conséquences sur la stratification mondiale actuelle. Elle pose la problématique sous l'angle de la mondialisation en étudiant effectivement l'expansion de l'inforoute à travers le monde. Le point de vue, documenté, qu'elle met en valeur, souligne fortement la fracture Nord/Sud en ce qui concerne le développement de l'inforoute. Point de vue à relativiser, même si nous acceptons l'essentiel de sa démonstration. Son point de vue résume la question du développement de l'inforoute dans la pensée sociologique contemporaine sur le développement au sud :

« Le succès d'internet dans les pays développés comme prototype d'infrastructures globales de communication pose le problème des modalités de son extension aux pays en développement. Les tentatives d'intégration des réseaux du Sud au modèle de développement informationnel proposé sous le label "autoroute de l'information" se heurtent au retard structurel du secteur des télécommunications dans le PVD ».

Une approche analytique parmi tant d'autres, comme nous le voyons, sur la littérature dédiée au progrès technique. Son intérêt se trouve dans le fait qu'elle focalise sur les déterminants du retard structurel, du fossé existant entre le Nord et le Sud. Mais la mutation n'est pas analysée d'une manière plus systématique dans sa dimension qui nous semble la plus opérationnelle : l'appropriation. Nous verrons dans le cas de référence proposé, le Sénégal, comment la question de l'appropriation/intégration est au centre du débat sur la question.

Dans la littérature fondatrice de ce type de réflexions sur le développement et l'émergence des nouvelles technologies de l'information, selon Durand et Weil (1989:281), nous retrouvons Alvin Toffler qui propose une typologie ternaire fondée sur le développement des techniques : un mouvement initial qu'il appelle la Première Vague et qu'il identifie à la révolution agricole, suivie d'une Deuxième Vague qui correspond à l'industrialisation et, finalement, celle qui nous importe, ici, c'est-à-dire une Troisième Vague qui est amenée par l'émergence et l'intégration des technologies de l'information et des communications. Cette configuration étant, nous le voyons d'emblée, une vision antérieure à celle de Cartier. Ce qui nous permet de dire que la question des mutations en cours, dans le cadre du rapport nord/sud, n'est pas un problème émergent mais quelle s'inscrit dans le cadre d'une réflexion sociologique riche et historiquement déterminée.

Cependant, loin d'éclairer la question du développement de la zone Sud, ces approches ont toujours porté en elles les germes d'une lecture biaisée de l'appropriation des technologies par ces pays. Elles affirment souvent que le re-

tard technologique est un écueil presque insurmontable. Ce qui, évidemment, est faux si nous référons à ce qui se passe sur le terrain.

[...] la question des mutations en cours, dans le cadre du rapport nord/sud, n'est pas un problème émergent [...] elle s'inscrit dans le cadre d'une réflexion sociologique riche et historiquement déterminée.

En effet, l'incidence de la connexion des pays africains au système informationnel mondial est devenue une plus-value réelle pour leurs économies. Cependant, tout le monde ne semble pas, aujourd'hui, voir cette réalité de la même manière : le cœur du problème étant dans la compréhension des enjeux par un certain nombre de politiques. En effet, le modèle de l'investissement rentable dans le court terme ne permet pas de voir les gains potentiels pour ces économies. La culture de la survie aidant, ils ne voient pas la rentabilité future des technologies de l'information comme facteur de stimulation économique. Pascal Renaud, un chercheur de renom dans l'étude et l'analyse des incidences des technologies de l'information et des communications TIC dans le cadre du développement durable, travaillant à l'Institut français de la recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM) et membre associé de l'institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) où il est chargé d'étudier les technologies de l'information et de la communication, démontre, dans une interview on line accordée à la revue *Universités*, comment l'appropriation de la technologie internet aura une incidence majeure sur le développement des pays du sud en général et de l'Afrique, en particulier, et sur les futures relations Nord/Sud (il ne s'agit pas ici de l'ancien-

ne distinction politique cristallisée dans la période post-NOMIC (nouvel ordre mondial de l'information et de la communication), mais, et précisément, de la typologie inforiches et infopauvres actuelle).

L'évolution de l'humanité a été étudiée et analysée par beaucoup de disciplines, mais c'est surtout les sciences de la nature que nous parviennent les approches les plus usitées [...] les auteurs nous rappellent que les sociologues se sont beaucoup abreuvés à ces sources.

Nous traiterons ici de cette mutation sociale majeure à partir de deux axes : — Du point de vue du développement endogène — Du point de vue de la dynamique développementale entre le nord et le sud.

Plus concrètement, nous vous proposons de mieux comprendre cette problématique à partir des trois points suivant : 1 - Des théories du changement social aux NTIC (nouvelles technologies de l'information et des communications) comme facteurs de changement social, 2 - L'inforoute et le Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, 3 - L'inforoute comme facteur de développement endogène : le cas du Sénégal.

Des théories du changement social aux NTIC comme facteurs de changement social.

Nous aurions pu simplement nous référer aux « Étapes de la pensée sociologique » de Raymond Aron et faire un résumé des thèses de Comte, de Durkheim et Marx sur le changement social, ou nous référer à leurs ouvrages pour configurer nos réflexions. Cepen-

dant, pour éviter que l'analyse ne s'arrête qu'aux dimensions épistémologiques des théories du changement social, nous choisissons de nous servir simplement du concept pour comprendre les mutations qui affectent ou affecteront les pays en voie de développement avec l'appropriation future et espérée des TIC et en l'occurrence de l'internet. Nous nous proposons de faire le tour de la théorie en faisant appel à l'excellente synthèse de Durand et Weil (1989:276). Ce qui nous permettra de nous rafraîchir la mémoire tout en nous fixant un cadre théorique simple et clair.

L'évolution de l'humanité a été étudiée et analysée par beaucoup de disciplines, mais c'est surtout des sciences de la nature que nous parviennent les approches les plus usitées (Lamarck et Darwin pour ne citer que les plus célèbres). Dans tous les cas, les auteurs nous rappellent que les sociologues se sont beaucoup abreuvés à ces sources. Ainsi, Auguste Comte (sociologie dynamique au détriment de la sociologie statique) considère que l'évolution des sociétés est le résultat du progrès des connaissances (lois des trois états : l'état théologique — explication des phénomènes par une dynamique surnaturelle; l'état métaphysique (explication des phénomènes par des entités idéelles ou abstraites); et l'état positif (établissement de lois pour la maîtrise et la domination du réel); pour Spencer, la société est une entité supra-organique qui évolue du stade primitif caractérisé par l'homogénéité et la simplicité de la structure, vers des stades plus évolués, ce que Durand et Weil appellent « l'hétérogénéité accrue des parties et modes plus ou moins évolués d'intégration de celles-ci »; pour Durkheim, c'est dans la division du travail (surtout dans son accroissement, c'est-à-dire

l'augmentation du volume démographique et de la densité morale) que nous retrouverons les facteurs d'évolution sociale (solidarité mécanique pour les sociétés archaïques et solidarité organique pour les sociétés modernes). Ces notions sont très importantes pour nous car elles nous permettent de comprendre (verstehen) la notion de communauté (d'intérêt) ou de portail transactionnel et informationnel pour notre thèse, mais, et surtout, de comprendre le glissement que le président sortant du Sénégal, Abdou Diouf — qui parlait du pays comme une future société de services dans la nouvelle économie du savoir — souhaitait imposer au Sénégal.

Revenons sur les éléments de théories dont nous nous sommes proposés de faire le tour : nous avons Marx et ses émules qui fixent le sens de l'évolution sociale dans la lutte des classes (développement des forces productives). Passons sur l'analyse critique que les auteurs nous font de l'évolutionnisme et de l'historicisme à partir des approches de Pitirim Sorokin (pour qui l'analyse fondée sur le temps n'est pas la meilleure car elle offre une approche rigide qui nie les influences extérieures), de Touraine qui bat en brèche l'historicisme (fleuve qui conduit toujours à la mer : fin de l'histoire), etc. Selon Weil et Durand, et nous nous raccordons à ce type de démarche, pour rendre compte du changement social, mieux vaut sortir de l'évolutionnisme qui est un terrain nébuleux et controversé et en rester à la règle d'or du sociologue c'est-à-dire tenter de rendre compte des mouvements sociaux en cherchant dans les phénomènes des régularités qui ont un effet sur les configurations sociales ou les dynamiques qui président à la vie en groupe. Mais, comme ils le spécifient bien, il ne s'agit pas

d'analyser les dynamiques sur le long terme mais, plutôt, de mettre à jour les dynamiques de l'heure : ce qui est le propos du changement social (qui nous intéresse) et qu'ils définissent comme un changement significatif de structure fondé sur trois dimensions c'est-à-dire le fait que le changement se fasse dans un laps de temps déterminé, qu'il soit durable et qu'il soit collectivement vécu.

Cette définition, si simpliste semble-t-elle, est tout à fait opératoire dans la mesure où elle nous permet de voir dans les mutations actuelles des tendances lourdes : qu'ils s'agissent des pays du Nord ou des pays du Sud, et malgré les fossés qui les séparent, on est en face d'un phénomène inéluctable, qui correspond à une mutation à l'échelle de la planète. Cette mutation, se situant dans le temps et étant planétairement vécue, fonde notre prospective. L'introduction que fait Michel Cartier dans 2005 est révélatrice de cette reconfiguration sociale. Il observe que :

« Actuellement, l'histoire de notre société épouse la forme d'un S. La première partie de cette courbe, 1990-1995, voit l'émergence d'une rupture; la partie 1995-2000 est une période où la société change tellement qu'on en perd nos points de repère. La dernière partie, 2000-2005, voit de nouvelles tendances transformer la société industrielle en une société du savoir »
(www.mmedium.com/dossiers/2005)

Autrement dit, ce changement social dont nous faisons état est bel et bien repéré dans le temps et vécu collectivement (mondialisation) même si l'épicentre se situe aux États-Unis d'Amérique.

Les cercles d'affaires de tendance néolibérale, [...] posèrent une hypothèse simple : les pays du sud, faute d'avoir une maîtrise des technologies informationnelles et du contenu culturel devaient se contenter des flux provenant du nord.

Le facteur fondamental qui est à la source de cette mutation est technique. Mais il faut tenir compte des dimensions politiques et économiques. En effet, internet, qui est la plateforme technologique qui cristallise la dynamique du changement tant au nord qu'au sud est un projet politique qui vise à permettre la dissémination des valeurs culturelles et économiques de l'Amérique. Au colloque organisé par la Banque Mondiale, sur le thème The New Networked Economy (what's at stake for the developing world), Al Gore disait

« If we're going to help the world six billion people meet basic needs in the face of ever- accelerating change, we're going to have put our newest technology to work in the service of our oldest values: freedom, fairness, prosperity and human dignity». (www.infodev.org/symposium99/netweco.htm)

Al Gore, s'inspirant du programme de gouvernement de Bill Clinton, ne fait qu'asseoir la thèse de l'establishment américain qui appelle de tout cœur le Global market place grâce, surtout, à internet et ses corollaires que sont le e-business et le business-to-business.

L'inforoute et le Nouvel Ordre mondial de l'information et de la communication

Entre 1970 et 1980, le débat sur le NOMIC avait pris des allures de guerre psychologique entre le Nord et le Sud

(les non-alignés). En effet, sous les auspices de l'UNESCO, il s'était instauré une forte polémique (qui avait mis Ahmadou Makhtar Mow, l'ancien secrétaire général de l'UNESCO sur la sellette; ce qui lui avait coûté son poste) autour des questions suivantes : d'où provient massivement l'information, qui la produit, la diffuse, avec quels moyens, et à quelles fins?

Les cercles d'affaires de tendance néolibérale, ayant à leur tête les Américains et les Anglais, posèrent une hypothèse simple : les pays du sud, faute d'avoir une maîtrise des technologies informationnelles et du contenu culturel devaient se contenter des flux provenant du nord. Autrement dit, ces pays, peuplés « d'analphabètes (et demain d'analphabètes secondaires) », ne pouvaient pas se prévaloir d'une égalité avec les pays du nord, et se devaient de profiter de la manne (progrès technique) sans déterminer un réel positionnement sur l'échiquier mondial. La question de la place des pays du sud ne devait pas être un objet de débat, puisque ces pays étaient sensés être incapables d'accéder et de maîtriser les technologies de l'information et de la communication. Certains auteurs le soulignent clairement : le débat réel ne se situe pas simplement dans l'analyse des flux communicationnels comme facteurs d'influence sur les identités, mais plutôt dans la question de l'envahissement et de l'élargissement des marchés capitalistes à l'échelle de la planète.

Asdrad Torres et Pascal Renaud (Monde Diplomatique, 02/1996 : 25.), dans un article intitulé « Rompre l'isolement grâce au réseau des réseaux. Internet, une chance pour le Sud » réactualise le débat en le situant dans le contexte de

l'émergence de l'internet. Ils démontrent avec pertinence que l'histoire d'internet (produit du complexe militaro-industriel américain) est significative du type de rapport qui sera instauré entre le nord et le sud et plus précisément entre les Américains et le reste du monde. Internet est l'instrument d'une mondialisation programmée, donc d'une vision américaine du monde qui s'articule autour de trois axes majeurs : « une vision stratégique de la place des États-Unis, un programme d'actions (le programme fort américain), le déploiement des intérêts américains dans un marché libre de toutes entraves. » Cependant, et c'est là que se trouve mon hypothèse, le reste du monde et les pays du sud, en particulier, utiliseront internet pour assurer un développement endogène. Nous le voyons avec la zone francophone (Organisation Internationale de la Francophonie) qui, avec une réelle volonté, est en train de prendre sa place tout en préservant son identité dans le cyberspace. Les exemples d'appropriation des TIC par les pays du sud démontrent que le nouvel ordre mondial de l'information pourrait être bénéfique pour les pays en transition car la société post-industrielle est un espace de développement tout à fait singulier. Le cas du Sénégal est tout à fait patent.

L'inforoute comme facteur de développement endogène : quelques initiatives au sud et le cas du Sénégal.

La question du développement dans son rapport avec l'inforoute électronique est de plus en plus étudiée. Notons, au passage, les études menées par Nathalie Bertrand (1999:134) qui traite de la contribution des technologies d'information et de communication au développement. Dans cette étude, elle pose comment « les technologies multimédias

ne sont pas seulement des moyens de transmission; elles transforment les manières de penser et de raisonner (...) ». Elle nous propose une typologie développementale intéressante et indexée sur les inforoutes : elle parle de développement endogène, de déclin géré, de développement périurbain, de développement sous dépendance. Juan-Louis Klein et Jean Carrère (1999:161-169) proposent de leur côté d'analyser la question de l'implication des collectivités dans la construction des contenus. C'est d'autant plus important que les besoins des communautés doivent se refléter dans les contenus qui proviennent d'elles et dans ceux qui leur sont destinés. André Fortin et Duncan Sanderson (1999 : 184-190) démontrent comment l'espace social communautaire et virtuel n'est pas linéaire. Selon eux le lien social est traversé par une réalité géographique qui n'est pas sans importance.

Pascal Renaud, dans une interview accordée à la Revue *Université Online*, fait un tour d'horizon assez intéressant des atouts du sud dans la nouvelle société de l'information. Pour lui, la question de l'accessibilité à l'information scientifique et technique est centrale pour le développement socio-économique. Des sites comme refer (www.refer.org/accueil/) démontrent comment l'assertion de Renaud est vraie en ce sens que les chercheurs des pays en développement y trouvent une masse d'informations scientifiques et techniques en français, inaccessible il y a quelques années. L'information médicale est disponible pour le médecin de Lambaréné, du Shaba et de toutes les contrées du sud. Toute la bibliothèque mondiale est à la portée du sujet social africain.

Des expériences significatives commencent à essaimer en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Quelques expériences repérées par Desbois démontrent l'ampleur du développement des nouvelles technologies et leurs incidences sur le développement socio-économique de l'Afrique : Africa one qui est un projet de l'IUT (Institut Universitaire de Technologie) dont le but principal est de ceinturer le continent d'une boucle à larges bandes; Leiland Initiative qui est financé par l'US aid, qui vise à fournir des liaisons internet à plus de vingt pays d'Afrique; Refer, on l'a dit, qui ouvre aux francophones les portes de la bibliothèque mondiale, InterAfrique de l'ORSTOM, etc.

Des sites comme refer (www.refer.org/accueil/) démontrent comment [...] les chercheurs des pays en développement y trouvent une masse d'informations [...] Toute la bibliothèque mondiale est à la portée du sujet africain.

Autant de réalisations qui masquent les plus importantes, en l'occurrence celles qui sont axées sur le développement social, expériences qui posent clairement la question de l'appropriation et qui démontrent son caractère fondamental dans le cadre du développement endogène.

Nous avons proposé que l'infrastructure constitue un outil de développement endogène. Cette thèse, malgré son caractère galvaudé, est documentée dans l'excellent papier de Dominique Desbois — (Infrastructure et mondialisation : les enjeux de la mondialisation). Selon elle, les télécommunications sont aujourd'hui

au cœur du développement. L'auteur rappelle que le modèle de Rostow, concernant la place des télécommunications dans le développement, n'est pas opératoire :

« La succession des étapes décrites par Rostow (société traditionnelle, démarrage effectif, maturation et consommation de masse) s'applique mal aux succès rapides des pays intermédiaires d'Asie du Sud ou aux échecs persistants de certains pays moins avancés (PMA) d'Afrique : par exemple, le Zaïre et la Corée du Sud, pays ayant atteint le seuil de décollage économique dans les années 60, ont suivi des trajectoires diamétralement opposées ».

Ce qui veut dire qu'il devient caduc d'analyser la question du développement et, surtout, des technologies de l'information comme levier du développement à partir de la théorie générale de Rostow. D'où la pertinence de la théorie du développement endogène qui fixe définitivement l'opérationnalité des technologies de l'information comme facteur essentiel du développement de la « périphérie ». À ce propos, son point de vue est d'une importance capitale pour les agents de développement. Elle révèle que :

« Si les théories classiques de la croissance postule la décroissance de la productivité marginale du capital, la théorie de la croissance endogène affirme qu'il suffit d'une productivité marginale constante pour pouvoir observer une croissance auto-entrenue. D'une part, la théorie de la croissance endogène intègre dans sa modélisation une diversité des sources potentielles de croissance (recherche et innovation technologique, division du travail, capital humain, capi-

tal physique) permettant une meilleure prise en compte des interactions entre télécommunication et développement économique. Ainsi, les infrastructures publiques que constituent les réseaux publics induisent de fait une triple accumulation du capital : au plan matériel par le nombre de lignes installées, au plan technologique par le transfert de nouvelles technologies, au plan humain par les processus d'appropriation que cela suppose [...] »

La théorie émise par l'auteur est d'une certaine manière plus positive que toutes les théories fondées sur le progrès technique en ce qu'elle démontre clairement l'incidence du développement des technologies télé-communicationnelles. Son point de vue se cristallise dans une approche tout à fait claire sur leur rôle essentiel comme levier du développement :

« la théorie endogène de la croissance s'oppose à une vision situant le rôle des télécommunications en aval de la phase de décollage économique et incite à recentrer la problématique des interactions sur l'hypothèse que le déploiement des infrastructures de télécommunications doit accompagner le développement économique, l'exemple de la France des années 60 illustrant la pertinence d'une telle approche ».

Dans les faits, les chiffres rapportés par Matar Seck, (<http://www.osiris.sn/etudes.htm>) sont révélateurs de cette réalité. En effet, analysant les infrastructures et les politiques en matière de télécommunication au Sénégal, il démontre l'à-propos d'un tel point de vue. Il soutient que :

« En 1996, le chiffre d'affaires des télécommunications, au Sénégal, représentait 2,6 % du PIB. Ce taux, dit-il, élevé (pour un pays en développement) est caractéristique d'un pays où le secteur des télécommunications est dynamique et a atteint un niveau de développement optimal par rapport aux autres secteurs de l'économie. En effet, le secteur des télécommunications représente en moyenne 1,7 % à 2,8 % du PIB dans la plupart des pays industrialisés. »

Les Sénégalais du pays et de la diaspora ont pu, pour la première fois, accéder en même temps à des informations contradictoires, nécessaires pour une participation démocratique à la vie de la nation.

Nonobstant ce développement infrastructurel et son corollaire, le développement économique, il existe une dimension d'envergure dans l'analyse du cas sénégalais : le développement d'une conscience sociopolitique qui a mené ce pays à l'alternance politique. D'aucuns diront que le déterminant fondamental ne réside pas dans le développement des technologies de l'information. Cependant, il faut analyser en profondeur le rôle du wireless, téléphonie cellulaire, et celui des nombreux sites internet dédiés aux élections pendant les dernières élections présidentielles de février pour voir les effets de l'appropriation des nouvelles technologies de l'information dans la constitution d'une conscience nationale. L'accessibilité intemporelle à l'information par toute la population, à l'échelle du pays, a permis à l'ensemble de ses constituantes d'être au courant des événements au moment où ils se déroulent et de développer une attitude citoyenne.

Le rendez-vous de 2005, ou comme l'appelait le président Senghor « le Rendez-vous de l'Universel » se fera avec les parias de l'histoire, les pays « économiquement non-viables ».

Autrement dit, l'appropriation sociale des technologies de l'information dans ce pays est un facteur central de mutation. Les Sénégalais du pays et de la diaspora ont pu, pour la première fois, accéder en même temps à des informations contradictoires, nécessaires pour une participation démocratique à la vie de la nation.

Conclusion

Il s'avère difficile de conclure une conférence comme celle-là car, dans la dynamique de développement de l'inforoute, il devient presque impossible de

fixer les phénomènes. Cependant, on peut penser que les tendances lourdes ne sont pas trompeuses en ce qu'elles nous démontrent que les prédictions antérieures concernant l'appropriation des TIC par les pays du Sud sont très souvent fausses. En effet, les nombreux exemples d'appropriation de ces dernières par les pays en développement démontrent que le rendez-vous de 2005, ou comme l'appelait le Président Senghor « le Rendez-vous de l'Universel », se fera avec les parias de l'histoire, les pays « économiquement non-viables ».

MOUSSA SAAR

Troisième cycle,
Sociologie, Université Laval

BIBLIOGRAPHIE

J.P. Durand et P Weil, Sociologie contemporaine, Éditions Vigot, coll. Essentiel, Paris, 1989.

André Bélanger, édition électronique du Devoir, lundi 18 octobre 1999, Montréal.

Dominique Desbois, Inforoutes et mondialisation : les enjeux de la mondialisation, <http://ens-cachan.fr/terminal>

Pascal Renaud, Pour le Sud, des atouts et des risques, propos recueillis par Roger Tréfeu pour la Revue Universités, Édition électronique, Aupelf-Uref, 1999.

Michel Cartier, 2005,
www.mmedium.com/dossiers/2005, 1999, Montréal.

World Bank Group, InfoDev: the new networked economy, World bank's Daily Webzine, 1999, New York.

Asdrad Torres et Pascal Renaud, Rompre l'isolement grâce au réseau des réseaux. Internet, une chance pour le Sud, Le Monde Diplomatique, Février 1996.

Nathalie Bertrand, Contribution des Technologies d'information et de communication au développement, The canadian geographer/le géographe canadien, volume 43, numéro 2, été 1999, Toronto.

J.-L. Klein J. Carrère, Les réseaux territorialisés d'information face à la communication-monde : une expérimentation québécoise, The canadian geographer/ le géographe canadien, volume 43, numéro 1, été 1999, Toronto.

André Fortin et Duncan Sanderson, Espace social communautaire et virtuel : continuités et discontinuités, The canadian geographer/le géographe canadien, volume 43, numéro 2, été 1999, Toronto.

Matar Seck, Infrastructure et politiques, Observatoire sur les systèmes d'information, les Réseaux et les inforoutes au Sénégal (OSIRIS). <http://www.osiris.sn/etudes.htm>